

HOROYA

Quotidien national



"Notre voix résonne plus fort que jamais grâce à nos initiatives pour une coopération africaine et internationale plus intégrée et solidaire."

Le Général d'Armée
Mamadou Doumbouya



N°8326 DU LUNDI 13 OCTOBRE 2025 * 4^{ème} ANNÉE www.horoya.net - horoya 1958@gmail.com PRIX : 2000 GNF



www.arsipa.gov.gn
info@arsipa.gov.gn
+224 612 13 03 03/ 612 13 04 04
Kaloum, Boulbinet
cité des Nations villa 33

ARSIPA

Jouez de manière responsable:
Contrôlez votre argent
Contrôlez votre Temps.

APRES LA VICTOIRE DE OUI AU REFERENDUM



COOPERATION SINO-GUINEENNE
Plus de six décennies de partenariat stratégique P.6



TRANSFORM AFRICA SUMMIT 2025
Une vitrine continentale du numérique P.5



Le Premier ministre en tournée de remerciements

PP.2&3

STARTIMES SOLAR

Dynamisez votre vie



Startimes
www.startimestv.com

613-333-332



KIT SOLAIRE

COMPLET

100% HYBRIDE



HOROYA
Quotidien national

QHoroYa
Journal Horoya
www.horoya.net

POUR VOS ABONNEMENTS

Siège dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum
Tél: +224 664 633 212 / 623 490 130 - BP ; 191 Conakry
Email : horoya1958@gmail.com

APRES LA VICTOIRE ECRASANTE DE OUI AU REFERENDUM

Le Premier ministre en tournée de remerciements

Le vote référendaire du 21 septembre 2025 s'est déroulé en Guinée dans un climat de paix et de sérénité. Une manière pour le peuple de Guinée d'exprimer sa maturité politique dans les échéances électorales. Pour magnifier cet acte patriotique des guinéens, le Premier ministre chef du gouvernement entreprend un périple pour remercier les populations à la base. Mardi 07 octobre et jeudi 9 octobre 2025, Amadou Oury Bah et sa suite ont été reçus à Faranah en présence des autorités et à N'zérékoré. Il a animé, dans ces deux localités, un point de presse...



Dans son allocution de bienvenue, le Président de la Délégation Spéciale de Faranah Mamady Tenemba Oularé a déclaré : « En venant ici, pour remercier

notre population pour avoir voté «Oui» à la nouvelle constitution, vous honorez notre engagement, notre civisme et notre

attachement aux valeurs républicaines. Ce vote loin d'être un acte électoral, a été une manifestation claire de notre espoir collectif pour un avenir plus démocratique et plus prospère. Par ma voix, la brave population de Faranah vous dit merci et rassure que notre soutien indéfectible aux idéaux du CNRD depuis toujours ne fait que se galvaniser. Ce vote référendaire constitue un avant goût de ce que nous souhaitons exprimer aux prochaines échéances électorales. L'élection présidentielle qui s'annonce le 28 décembre prochain, nous vous prions de bien vouloir transmettre le message de la population au Président de la République qu'il peut se présenter candidat et nous lui rassurons de notre soutien sans réserve. »

Pour sa part, le chef de l'Exécutif guinéen Amadou Oury Bah a soutenu : « Population de Faranah vous nous avez honoré. Vous avez honoré tous ceux qui aiment la Guinée. Le gouvernement vous avait lancé un appel pour le référendum. Les membres du gouvernement sont venus. Vous avez travaillé ensemble. Le résultat a été particulièrement

brillant. Le Président de la République le Général Mamadi Doumbouya a estimé qu'il faut que le Premier ministre vienne lui-même vous remercier. Pourquoi ? Parce que ce qui s'est passé le 21 septembre restera dans la mémoire de nos compatriotes. C'est la première fois qu'une consultation électorale de telle envergure se fasse sans qu'il y ait des cris, sans qu'il n'y ait des disputes, sans qu'il n'y ait des effusions de sang. Tout s'est passé dans le calme dans la fraternité ; et ceci est une grande victoire pour l'ensemble du peuple guinéen. La deuxième étape concerne particulièrement l'élection la plus importante celle qui

fierté, les autorités régionales, préfectorales, communales, militaires ainsi que les représentants des différentes communautés ont partagé cette satisfaction avec le Premier ministre. Le gouverneur de région, Aly Badra Camara, a pris la parole pour souhaiter la bienvenue à la délégation gouvernementale, soulignant l'honneur fait à la région par cette visite.

« Votre présence parmi nous traduit l'attention du Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, envers notre région et reconnaît le rôle crucial joué par nos populations dans le succès du référendum », a déclaré le

primé sa gratitude : « C'est un plaisir d'être à N'Zérékoré, une terre fertile, paisible et hospitalière. Le 21 septembre, nous avons remporté une victoire sur nous-mêmes. Pour la première fois dans l'histoire de la Guinée indépendante, un référendum s'est tenu dans la paix, sans violence. Cela montre que nous sommes capables de construire une démocratie apaisée. »

Il a tenu à rassurer les sceptiques quant à la capacité du gouvernement à organiser des élections dans les délais. « Grâce à la mobilisation citoyenne autour du Recensement Administratif à Vocation Électorale (RAVEC), nous disposons



est projetée le 28 décembre 2025. En ce moment là nous avons et nous aurons besoin de vous, de votre mobilisation, de votre engagement surtout que tout ce la se passe dans la fraternité entre tous les guinéens.»

Ce geste du chef de l'Exécutif guinéen a revigoré d'avantage les citoyens de la capitale de Sankaran qui se préparent pour les prochaines échéances électorales en Guinée.

Etape de N'Zérékoré

Dans une ambiance conviviale et empreinte de

gouverneur.

Il a également salué la maturité politique et le sens civique de la population, qui s'est mobilisée dans le calme et la discipline, contribuant ainsi au bon déroulement du scrutin. « La région reste engagée à accompagner toutes les réformes visant la prospérité, la paix et l'unité nationale », a-t-il ajouté.

Visiblement ému par l'accueil et la mobilisation, le Premier ministre Amadou Oury Bah a ex-

aujourd'hui d'un fichier électoral fiable. La Guinée est en train de changer, et le monde entier a salué la maturité de notre peuple. »

Par rapport à l'élection présidentielle prévue pour le 28 décembre 2025, le premier ministre a appelé la population à aborder cette étape dans la paix et le respect des opinions : « Le moment venu, vous ferez le choix du meilleur candidat pour la Guinée. »

La visite du Premier mi-

HOROYA
Quotidien national

BP: 191 Conakry, République de Guinée
E-mail: horoya1958@gmail.com Siège: Boulbinet - C. de Kaloum

DIRECTEUR GENERAL

Ibrahima Koné
Tél: 664 63 32 12 / 624 94 45 99
konesayon1@gmail.com

DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE

Marie Louise Diallo
Tél: 623 69 38 86 marielouisediallo1@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Amadou Kendessa Diallo
Tél: 622 48 10 45 kenssa2@gmail.com

SECRETAIRE GENERAL

Jean Marie Morgan
Tél: 622 26 97 26 morgan1535@gmail.com

RUBRIQUE POLITIQUE & ECONOMIE

Lansana Sarr 628 97 19 33
Th. Kalifatou Doumbouya 624 69 31 55

RUBRIQUE EDUCATION & SOCIETE

Balla Yombouno 628 74 23 08
Sékouba Kourouma 628 00 36 63

Tél: 628 97 19 33 sarrlansana93@gmail.com

RUBRIQUE CULTURE & SPORT

Maïmouna Bangoura 622 21 12 26
Ibrahima Sory Bangoura 625 21 78 24

CHEF SERVICE RESEAUX SOCIAUX

Mamadou Mouctar Diallo 622 32 39 58

CHEF SERVICE FABRICATION

Abdoulaye Alsény Bangoura
Tél: 664 00 44 47 abalbangou@gmail.com

RESPONSABLE SITE

Youssouf Hawa Kéita Tél: 622 28 54 00

CHEF SAF

Aïssata Bilivogui 622 55 61 42

CHEF SERVICE COMMERCIAL & RECOURVEMENT

Diaka Sanoh Tél: 622 33 13 57

DISTRIBUTION

Alpha Saliou Diallo 628478037
Lébé Doré

ARCHIVES

Sââ Adolphe Kondano 627 99 64 74

PHOTO

Lamine Sylla 621 70 61 16



nistre s'est achevée sur une note d'espoir et d'unité, les populations réaffirmant leur engagement à soutenir les actions du gouvernement en faveur du développement et de la refondation de l'État. Une étape importante qui renforce la confiance entre les autorités et les citoyens à l'approche des prochaines échéances électorales.

« Nous avons pris la résolution d'achever tout ce qui a été entamé... »

Devant un parterre de journalistes, le chef du gouvernement a abordé plusieurs dossiers, notamment l'état des infrastruct-

Il a précisé que le gouvernement entend concentrer ses efforts sur l'achèvement des projets déjà entamés, avant d'envisager de nouveaux chantiers : « Nous avons pris la résolution d'être beaucoup plus focus sur les projets déjà lancés et non terminés. Pour 2026, il faut que tout ce qui a été entamé soit achevé avant d'engager autre chose. »

Dans ce sens, le Premier ministre a instruit le ministère de l'Économie et des Finances de dresser un état des lieux précis des projets ayant bénéficié d'avances de démarrage, mais

Selon lui, une meilleure répartition des responsabilités entre Conakry et les régions permettra d'accélérer les projets de développement locaux : « Il faut que Conakry ne s'accapare pas de tout. Chaque région doit pouvoir assumer pleinement ses responsabilités. »

En lien avec le projet minier de Simandou, le Premier ministre a rappelé l'importance stratégique du Transguinéen, une ligne ferroviaire destinée à relier les zones minières aux ports d'exportation. Il en a profité pour souligner les retombées attendues pour la région forestière. « Toute cette ligne doit être transformée.



res, la réforme de la gouvernance territoriale et les grands projets structurants, dont le Transguinéen. L'état dégradé des routes dans la région forestière a été au cœur des préoccupations exprimées par le Premier ministre. Illustrant la situation par un exemple concret, Bah Oury a déclaré : « Quand on quitte Kissidougou et qu'on rentre à Guéckédou, on se rend compte que la route a disparu. » Une situation qu'il a qualifiée d'inacceptable, annonçant dans la foulée des mesures correctives.

dont les travaux n'ont toujours pas commencé.

Au-delà des infrastructures, Bah Oury a évoqué une réforme en cours au sein du ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation. L'objectif : renforcer les pouvoirs des gouverneurs et préfets dans la gestion des affaires territoriales. « Le gouverneur doit avoir une vision d'ensemble de ce que font les démembrements ministériels dans sa région », a-t-il souligné, plaidant pour une déconcentration administrative effective.

Le suivi du Transguinéen doit constituer un second pôle de développement en lien avec les ressources disponibles dans la région », a-t-il affirmé.

Pour lui, le succès de ce projet passe par un écosystème adapté, incluant routes, infrastructures et logistique : « C'est ce qui encouragera les investisseurs à venir s'installer et à développer cette partie du pays. Mais allons pas à pas », a-t-il conclu.

Lanciné keita (Faranah) & Alidjou Sylla (N'Zérékoré)

PRESIDENTIELLE AU CAMEROUN

Le général Sékouba Konaté à la tête d'une mission d'observation internationale

À la veille du scrutin présidentiel prévu dimanche 12 octobre 2025 au Cameroun, l'attention se porte sur la mission d'observation électorale internationale conduite par le général Sékouba Konaté, ancien président de la transition en République de Guinée. Celui-ci dirige une délégation mandatée par Nouvelle Perspective Internationale (NP Internationale), une organisation officiellement invitée par le gouvernement camerounais pour superviser le déroulement du vote.



Selon le communiqué de NP Internationale, deux missions d'observation : NP Suisse et NP Cameroun ont été déployées dans le pays. Leur objectif : garantir la transparence, la crédibilité et la paix tout au long du processus électoral. À la tête de cette opération, le général Konaté incarne un leadership panafricain salué pour son engagement en faveur de la stabilité institutionnelle et de la démocratie sur le continent.

La mission se veut « impartiale, inclusive et constructive », précise NP Internationale, avec pour ambition de renforcer la confiance des citoyens et des acteurs politiques dans le processus électoral, tout en contribuant à la préservation de la cohésion nationale.

Le jeudi, une séance stratégique de travail s'est tenue à l'hôtel Hilton de Yaoundé, sous la présidence du général Konaté. Elle a réuni des observateurs et experts venus de plusieurs pays, dont le Luxembourg, la Suisse, la Guinée, la France, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Tunisie, le Ghana, le Kenya, la République centrafricaine et le Burundi.

Cette rencontre a permis de présenter la stratégie de dé-

ploiement sur l'ensemble du territoire camerounais et de rappeler les principes de déontologie, la méthodologie d'observation et les consignes de communication institutionnelle à respecter avant, pendant et après le scrutin.

L'implication du général Konaté dans cette mission s'inscrit dans la continuité de son engagement pour la consolidation démocratique en Afrique. Homme de paix, de dialogue et de rigueur, il entend, à travers cette initiative, contribuer à la stabilité politique et à la crédibilité des processus électoraux sur le continent.

Alors que le président sortant Paul Biya brigue un huitième mandat, le regard de la communauté internationale est tourné vers le Cameroun. La présence de NP Internationale et de son équipe d'experts vise à garantir un climat serein et transparent pour cette échéance cruciale.

Le déploiement des observateurs sur le terrain ce week-end marquera une étape décisive dans l'évaluation du bon déroulement du scrutin, avec des rapports attendus dans les jours qui suivront.

Amadou Mouctar Diallo

PROCHAINE ELECTION PRESIDENTIELLE

La DGE fait le point de la situation

À la suite du communiqué de la DGE sur la mise en place des commissions de parrainage et financière pour l'élection présidentielle du 28 décembre 2025, Mme Djenabou Touré a animé un point de presse. Celui-ci s'est tenu jeudi dernier au siège de l'institution, sis au quartier Cameroun, dans la commune de Dixinn à Conakry.

Il s'agissait de clarifier le mandat de chaque commission d'une part et de l'autre éclairer la lanterne sur la collecte des valeurs d'âge, des dépôts de candidatures, la date de clôture des candidatures, le nombre de partis politiques ayant déjà déposés, le nombre de candidats indépendants également ayant déposé.

Pour Mme Djenebou Touré, Il faut clarifier que la désignation des mandataires au sein de ces deux commissions ad hoc. Elles sont à chaque fois renouvelées quand il y a une élection conformément aux dispositions du corps d'électorat. Selon elle, ces commissions, n'ont pas obligation d'imposer à un parti politique d'y participer, c'est lorsque vous désirez de participer et que vous voulez vous porter candidat, que vous désignez



un mandataire pour participer aux travaux des dites commissions.

La commission de réception et de validation des parrainages

Sur ce point, la Directrice générale des élections dira : « aujourd'hui, conformément

à la constitution, les candidatures indépendantes sont permises au niveau de l'élection présidentielle, des élections législatives, des élections régionales et communales. (...) Nous essayons de le mettre en œuvre à travers les parrainages. Pour que ces parrainages soient

reçus et validés, la loi prévoit de mettre une commission en place. Pour que cette commission puisse travailler, il faut simplement noter qu'à J-70, les demandes doivent arriver au niveau de la DGE pour que la collecte des parrainages commence sur le territoire national con-

formément aux dispositions de la loi. »

La commission financière

Cette commission, sur cette base, ajoute-elle fait une proposition équitable pour permettre à chaque candidat de payer une caution et de participer aux élections. « Ceux qui arrivent à avoir 5% ont leur caution retournée. Ceux qui n'atteignent pas 5%, les cautions vont aider le trésor public, donc le budget national du développement, à soutenir les frais d'impression du bulletin de vote. Cela n'enlève à rien, si quelqu'un n'a pas désigné le mandataire, cela ne veut pas dire qu'il ne sera pas candidat. (...) », a déclaré Mme Djenabou Touré.

Thierno Kalifatou Doumbouya

A en croire Mme Djenabou Touré, 50 partis politiques ont déclaré sur l'honneur être candidats à l'élection présidentielle du 28 décembre 2025 et ont tous désigné un mandataire pour appartenir aux commissions ad hoc par rapport à la réception, à la validation des parrainages, mais aussi par rapport à la commission financière qui est chargée de faire une proposition de caution, et une proposition de plafonnement des dépenses de campagne. Il s'agit de :

Parti pour la Prospérité et le Renouveau de la Guinée (PPGR)
Rassemblement des Guinéens pour l'Alternance (RGA)
Parti Guinée Moderne
Parti des Jeunes pour le Développement de la Guinée (PJDG)
Bloc pour l'Alternance en Guinée (BAG)
Alliance des Républicains pour le Progrès (APR)
Parti pour la Réconciliation et le Travail (PRT)
Parti Serviteurs du Peuple (PSP)
Force des Intègres pour la Démocratie et la Liberté (FIDEL)
Union des Forces Nouvelles de Guinée (UFNG)
Bloc Libéral (BL)
Rassemblement pour la Démocratie Nationale (RDN)
Rassemblement pour la Renaissance et le Développement (RRD)
Avenir d'une Guinée Nouvelle (AGN)
Parti des Guinéens pour la Démocratisation (PGD)
Rassemblement Guinéen pour l'Unité et le Développement (RGUD)
Débout la République (DLR)
Front Démocratique de Guinée (FDG)
La Nouvelle Guinée (NG)
Parti Guinéen de Démocratie et de Citoyenneté (PGDC)

Mouvement Synergie et Progrès (MSP)
Unité et Liberté pour le Développement (ULD)
ADC BOC
Front National pour le Développement (FND)
Union pour la Défense des Intérêts Républicains (UDIR)
Union des Forces du Changement (UFC)
Parti de l'Action Citoyenne pour le Travail (PACT)
*Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée (UDRG)
Alliance des Démocrates Indépendants
Parti Guinéen du Peuple
Union pour la Défense de la Démocratie en Guinée (UDDG)
Nouvelle Dynamique (ND)
Parti de l'Unité et de la Solidarité de Guinée (PUSG)
Alliance pour le Développement National (ADN)
Parti Guinéen pour la Solidarité et le Développement (PGSD)
Parti du Rassemblement National pour le Développement (PRND)
Union pour la Nouvelle Guinée (UNG)
Mouvement National pour le Développement (MND)
Rassemblement pour le Développement Intégré de la Guinée (ERDIG)
Les Progressistes (LP)
Union des Forces Démocratiques (UFD)

Congrès Africain pour la Démocratie et le Nouveau Cadre
Parti Citoyen pour la Défense des Intérêts Collectifs (PCDIC)
Rassemblement pour la République (RPR)
Union Patriotique des Indépendants de Guinée (UPIG)
Parti du Peuple de Guinée-Afrique (PPGA)
Alliance des Forces pour le Changement (AFC)
Parti de la Défense Nationale pour le Développement (PDND)
Avenir Démocratique et Prospérité de Guinée (ADPG)
Parti du Rassemblement pour une Guinée Prospère (PRGP)
La liste des candidatures indépendantes
Seize (16) partis politiques ont déclaré sur l'honneur qu'ils ont aussi désigné des mandataires. « Nous avons Soriba Bangoura, Dr Ben Youssouf Keïta, Robert Théa, Dr Sidibé Mandjou Maureau, Aboubacar Aissata Diallo, Ibrahima Sory Touré, Thierno Souleymane Baldé, Mamadou Aliou Thiam, Aboulaye Diallo, Amadou Thierno Diallo, Boun Oumar Sow, Étienne Soropogui, Alpha Condé II, Seydou Mbaye, Mamadou Dian Barry, et Moussa Baldé.
Plus loin, la Directrice générale précise : « Pour la commission financière, la présidence sera assurée par le représentant de l'ONASUR qui a déjà fait la désignation. Il sera composé des représentants des ministères de l'Economie et des Finances, du MATD, de la DGE et les partis politiques qui déclarent être candidats sur l'honneur.

PRESIDENTIELLE 2025

Les commissions de finances et de parrainage installées

Le 11 octobre 2025, à moins de trois mois du scrutin présidentiel prévu le 28 décembre prochain, la Direction Générale des Élections (DGE) a franchi une nouvelle étape dans le processus électoral en procédant à l'installation de deux commissions techniques clés : celle des finances et celle chargée de la réception et de la validation des parrainages.



La commission des finances, installée ce samedi, est chargée de proposer le montant de la caution que devront verser les candidats à l'élection présidentielle, ainsi que de fixer le plafond des dépenses de campagne. Elle est composée de représentants de l'ONASUR, du ministère de l'Économie et des Finances, du ministère de l'Administration du territoire, et de la DGE.

Son président, Mamadou Sanoussy Bah, a souligné l'importance d'un travail collaboratif : « C'est un débat qu'on va ouvrir avec tous les participants. Chacun pourra donner son point de vue, ses idées, et nous allons synthétiser pour obtenir des résultats concrets. »

La commission dispose d'un délai allant du 11 au 18 octobre pour mener à bien ses travaux.

La DGE a également annoncé la mise en place imminente d'une commission de réception et de validation des

parrainages, exclusivement destinée aux candidats indépendants. Ces derniers devront présenter leurs fiches de parrainage en présence de leurs mandataires, qui assisteront à la vérification et à la validation des documents.

Une coordination institutionnelle renforcée

La Directrice générale des élections, Djenabou Touré, a réaffirmé l'engagement de la DGE dans la conduite du processus électoral : « Nous sommes désormais pleinement engagés dans l'organisation du scrutin du 28 décembre. Le dépôt des candidatures auprès de la Cour suprême se prépare activement. »

Elle a précisé que la DGE, la Cour suprême et les instances techniques provisoires travaillent de concert, en attendant la mise en place des organes permanents, notamment la Cour constitutionnelle et l'organe électoral indépendant.

Thierno Kalifatou Doumbouya

Lire Horoya c'est bien, s'y abonner c'est mieux

TRANSFORM AFRICA SUMMIT 2025

Une vitrine continentale du numérique

À quelques semaines du plus grand rassemblement africain dédié à la transformation numérique, la ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, Rose Pola Pricemou, a animé une conférence de presse ce mercredi 8 octobre 2025 à Conakry. Entourée de ses collaborateurs, elle a dévoilé les contours du Transform Africa Summit, organisé en partenariat avec Smart Africa et le Gouvernement guinéen.

Le Transform Africa Summit est reconnu comme le principal forum africain consacré à l'innovation technologique et à la digitalisation. Chaque année, il réunit des décideurs publics, des investisseurs, des entreprises, des jeunes pousses et des partenaires techniques autour d'un objectif commun : accélérer la transformation digitale du continent.

L'édition 2025, prévue du 12 au 14 novembre à Conakry, marque une première historique en Afrique de l'Ouest. Ce choix stratégique témoigne de la reconnaissance du rôle croissant de la Guinée dans la modernisation numérique du continent.

Cette année, le sommet mettra l'accent sur l'intelligence artificielle, avec pour objectif son



d'efficacité. Il représente une opportunité unique pour la Guinée de valoriser ses infrastructures numériques, ses entreprises locales, ses talents

national de fibre optique, les projets d'interconnexion régionale, ainsi que les agences nationales dédiées au numérique et à la cybersécurité.

N'Faly Sylla, chef de cabinet du ministère, a rappelé l'importance de cette première : « C'est la première fois que cet événement se tiendra dans un pays francophone et en Afrique de l'Ouest. Nous attendons entre six et dix chefs d'État, des délégations ministérielles et des investisseurs internationaux. Avec ce grand événement, la Guinée réécrit une autre page sur le continent Afrique et à l'international. C'est pourquoi un appel est lancé à tous les Guinéens et amis de se mobiliser pour cette première sur le sol guinéen, marquante pour des années et des années, afin que les retombées changent positivement notre appréhension et utilisation du numérique même. »

Du 10 au 14 novembre, Conakry deviendra le centre névralgique de l'innovation africaine. Une Guinée fière, debout, ouverte au monde, prête à écrire une nouvelle page de son histoire numérique.

Amadou Mouctar Diallo & Sarafidine Condé



adoption responsable et inclusive. Plus de deux mille délégués issus de quarante pays africains sont attendus, parmi eux des chefs d'État, des ministres, des dirigeants d'institutions internationales, des investisseurs et des acteurs majeurs du secteur technologique.

Dans son intervention, la ministre Pricemou a salué la vision du Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, qui a érigé le numérique en pilier de la refondation nationale. Elle a également rendu hommage à son prédécesseur, Ousmane Gaoual Diallo, pour avoir relancé la candidature de la Guinée auprès de Smart Africa en 2023.

Le sommet s'inscrit dans une dynamique de souveraineté technologique, de transparence et

et son potentiel d'innovation.

La ministre a insisté sur le caractère national du projet, appelant les médias guinéens à jouer pleinement leur rôle dans la promotion de l'événement. Elle a souligné que le Transform Africa Summit est une vitrine pour l'économie, le tourisme, les services, la culture et l'image du pays à l'international.

Parmi les réalisations à présenter figurent le centre de données de Koloma, le réseau



COOPERATION SINO-GUINEENNE

Plus de six décennies de partenariat stratégique

C'est une réalité connue par la plupart des Guinéens. La République Populaire de Chine fut l'un des premiers pays à reconnaître et à établir des relations diplomatiques avec Conakry. Ce choix courageux, à une époque où la Guinée venait de dire « NON » à la communauté franco-africaine, a posé les bases d'un partenariat marqué par la confiance politique mutuelle et la solidarité.



Au fil des ans, la coopération sino-guinéenne s'est progressivement renforcée, couvrant des domaines variés allant de la politique à l'économie, en passant par la santé, l'éducation et surtout les infrastructures.

Dès les premières années, Pékin s'est engagé dans la construction d'ouvrages publics emblématiques. L'un des exemples marquants reste le Palais du peuple qui demeure un lieu symbolique de la souveraineté nationale.

La Chine a également contribué à l'édification de bâtiments administratifs, d'hôpitaux et d'écoles, témoignant de son rôle dans la modernisation progressive du pays. Ces investissements ont constitué des jalons visibles d'une coopération axée sur le développement social.

Dans le domaine énergétique, la Guinée a pu

compter sur l'appui chinois pour valoriser son immense potentiel hydraulique. La réalisation du barrage hydroélectrique de Kaléta, mis en service en 2015, a marqué un tournant en matière d'accès à l'électricité. Ce projet, financé et réalisé par des entreprises chinoises, a considérablement augmenté la capacité énergétique nationale. Il a été suivi par le barrage de Souapiti, inauguré en 2020, devenu le plus grand ouvrage hydroélectrique du pays. Ces infrastructures ont permis de réduire le déficit énergétique et d'alimenter l'industrialisation naissante.

La coopération s'est également étendue aux infrastructures publiques modernes. Des routes, des hôpitaux, des logements sociaux, ainsi que le stade Général Lansana Conté, sont autant de réalisations issues du partenariat avec la

Chine. Ces ouvrages traduisent l'importance accordée par Pékin à l'image de la Guinée comme partenaire stratégique en Afrique de l'Ouest, tout en améliorant le quotidien des populations guinéennes.

Au-delà des infrastructures, la Chine est devenue l'un des principaux partenaires économiques et commerciaux de la Guinée. Les échanges portent principalement sur la bauxite, dont la Guinée détient d'importantes réserves, et dont la Chine est le premier acheteur. Cette relation économique constitue une ressource stratégique pour l'économie nationale et un levier pour le financement de nouvelles infrastructures.

D'ailleurs, dans son discours à l'occasion du 76e anniversaire de la Fondation de la République Populaire de Chine, le nouvel Ambassadeur chinois en Guinée, SUN Yong, a

déclaré : « En tant que partenaires traditionnels et membres du Sud global, la Chine et la Guinée entretiennent une coopération étroite et amicale sur la scène multilatérale, telle que l'ONU. Ensemble, elles défendent le système international centré sur l'ONU et l'ordre international fondé sur le droit international, adhèrent au multilatéralisme véritable et jouent un rôle constructif dans la réforme et la construction du système de gouvernance mondiale. Elles travaillent main dans la main pour faire évoluer la gouvernance mondiale dans un sens plus juste et plus équitable. »

Il a ensuite ajouté : « La Chine est prête à travailler avec toutes les parties, y compris la Guinée, pour mettre en œuvre conjointement l'Initiative pour la gouvernance mondiale, promouvoir l'ouverture et la

coopération, défendre l'équité et la justice, faire rayonner les valeurs communes du multilatéralisme, défendre avec détermination les droits au développement des pays du Sud global et construire ensemble un système de gouvernance mondiale plus juste et plus équitable en vue d'un avenir meilleur pour l'humanité. »

Par ailleurs, il faut préciser que, selon SEM SUN Yong, « au cours des six premiers mois de cette année, le commerce bilatéral entre la Chine et la Guinée a dépassé 10 milliards de dollars US, soit une augmentation de 81,7 % par rapport à l'année précédente (2024, ndlr). Notre coopération s'est avérée fructueuse dans les domaines des infrastructures, des mines, des télécommunications. Notre coopération de haute qualité continue d'insuffler une nouvelle vitalité et de donner un nouvel élan aux efforts de modernisation de nos deux pays. »

Au regard de ces résultats, la coopération sino-guinéenne se présente comme un axe incontournable de la politique étrangère de la Guinée. De 1958 à nos jours, elle a évolué d'une solidarité politique à un partenariat économique et stratégique, plaçant l'énergie et les infrastructures publiques au cœur de ses priorités. À l'heure où Conakry aspire à un développement durable et inclusif, la Chine reste un partenaire privilégié.

Amadou Kendessa Diallo

**Lire Horoya
c'est bien,
s'y abonner
c'est mieux**

CONTRAT DE PERFORMANCE

Un tournant stratégique pour le secteur de la pêche et de l'économie maritime

Le ministère de la Pêche et de l'Économie maritime a franchi une étape décisive dans sa quête de modernisation et d'efficacité. En présence de plusieurs cadres du département, le ministre Fassou Théa a procédé ce mardi 07 octobre 2025 dans la salle de réunion dudit département, à la signature de contrats de performance avec ses directeurs généraux, une démarche qui s'inscrit dans la volonté gouvernementale de valoriser le secteur et d'en améliorer la gouvernance.

Dans son discours, le ministre a souligné que cette signature ne relève pas d'un simple acte administratif, mais d'un engagement profond envers l'efficacité, la transparence et la réussite des missions confiées aux différentes directions. Il a déclaré : « La signature de ce contrat de performance n'est pas seulement un acte formel, c'est un engagement solennel envers l'efficacité, la transparence et la réussite de nos missions. » Pour lui, ces contrats incarnent une volonté commune d'atteindre des résultats concrets, bénéfiques pour le secteur maritime, en optimisant les ressources, en renforçant la gouvernance et en favorisant l'innovation.

Le ministre a également insisté sur la nécessité de cohésion, de créativité et de discipline pour relever les défis majeurs tels que la gestion durable des ressources halieutiques, la lutte contre la pêche illicite, la valorisation des filières et la création d'emplois pour les jeunes. Il a conclu en exprimant sa confiance dans la capacité de ses équipes à porter

haut la renommée du département.

Pour Jeanne Damé, directrice nationale de l'économie maritime, le contrat de performance est un outil de transformation. Elle affirme que son introduction dans la gestion administrative a permis de corriger les lenteurs souvent reprochées aux services publics. « Depuis qu'on a commencé la signature du contrat de performance, nous sommes obligés d'être efficaces. Non seulement la gestion des courriers est beaucoup plus rapide, le traitement des dossiers est beaucoup plus rapide, et nous sommes obligés de suivre un chrono. » Elle précise que chaque direction a élaboré un plan d'action opérationnel, en cohérence avec la lettre de mission du ministre, ce qui permet d'atteindre les objectifs fixés avec rigueur et célérité.

Fatoumata Saran Sylla, directrice nationale de l'aménagement des pêcheries, voit dans ce contrat un défi stimulant. Elle rappelle que ce n'est pas la première fois que



ce type de contrat est signé au sein des ministères, mais elle insiste sur son importance : « Ce contrat nous engage. Il faut que la mise en œuvre soit effective. Nous avons des objectifs à signer et nous devons les atteindre. » Elle se dit ravie de cette initiative et déterminée à tout mettre en œuvre pour honorer les engagements pris.

Guillaume Hawing, responsable du CNSP, partage

cet enthousiasme. Il se réjouit de la signature du contrat et s'engage à tout faire pour mériter la confiance placée en lui. Il souligne également l'importance de la décentralisation et appelle à la signature de contrats similaires avec les différentes structures du CNSP afin de garantir une mise en œuvre cohérente et efficace des objectifs.

La signature de ces contrats

de performance marque ainsi un tournant stratégique dans la gestion du secteur de la pêche et de l'économie maritime. Elle installe une culture de résultats, de responsabilité et d'innovation, et ouvre la voie à une administration plus réactive, plus transparente et résolument tournée vers le développement durable.

Amadou Mouctar Diallo

ONSP

Réception de 34 kits pour sécuriser la chaîne de valeur

Dans le cadre de la mise en œuvre de la phase I de l'approche programmatique multi-phases 2024-2034, le Gouvernement guinéen a obtenu un financement de 106 millions de dollars américains de la Banque mondiale et du Mécanisme de Financement mondial (GFF). Ce soutien stratégique vise à garantir la qualité, la salubrité et la conformité sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture, tant pour la consommation locale que pour l'exportation.



Le vendredi 10 octobre, une cérémonie officielle de remise de 34 kits d'inspection sanitaire s'est tenue à Conakry, en présence des autorités gouvernementales, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des acteurs du secteur halieutique. Ces équipements ont été remis à la Direction Générale de l'Office National de Contrôle Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONSPA), dans le

cadre du Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC).

Les kits remis comprennent notamment des thermomètres à sonde et infrarouge, des couteaux en inox, des instruments de mesure (hygromètres, pH-mètres, ichthyomètres), du matériel de prélèvement (sacs stériles, testeurs d'histamine, chlorométries), des outils

d'hygiène (gel désinfectant, tests ATP, blouses, bottes), ainsi que du matériel électronique (tablettes Galaxy Tab A9+, balances portables) et divers accessoires (lampes de poche, glacières, mallettes d'inspection).

Dans son allocution, le Directeur général de l'ONSPA, M. Mamadou Bano Diallo, a salué l'appui de la Banque mondiale et du PReSeS-AOC, soulignant que « la réussite des

missions de l'ONSPA repose sur la disponibilité de moyens logistiques, matériels et humains adéquats ». Il a également plaidé pour un renforcement des formations techniques, la construction d'un laboratoire d'analyses halieutiques et la modernisation des outils de gestion des données.

Par ailleurs, le Coordonnateur national du PReSeS-AOC, Dr Moustapha Crovogui, a rappelé que ce financement s'inscrit dans la stratégie nationale de réponse aux urgences sanitaires, dans une approche intégrée « One Health ». Il a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités de contrôle sanitaire, notamment dans un contexte où le secteur informel échappe souvent aux systèmes de surveillance officiels.

Prenant la parole au nom du Président de la République, le ministre de la Pêche et de l'Économie Maritime, Fassou Théa, a exprimé la gratitude du Gouvernement envers la Banque mondiale. Il a souligné que ces équipements constituent « une

véritable valeur ajoutée stratégique au service de la sécurité sanitaire et de la compétitivité de notre filière halieutique ».

Il a également réaffirmé l'engagement de l'État à moderniser le système national de contrôle sanitaire, à renforcer les capacités institutionnelles et à assurer la traçabilité des produits halieutiques, en droite ligne avec la vision du Président Mamadi Doumbouya pour une gouvernance axée sur la souveraineté sanitaire et la valorisation durable des ressources naturelles.

Cette dotation marque une avancée significative dans la capacité opérationnelle de l'ONSPA à assurer le contrôle, l'inspection et la certification sanitaire des produits halieutiques. Elle permettra de renforcer la surveillance tout au long de la chaîne de valeurs, du débarquement à la distribution, garantissant ainsi des produits sûrs et conformes aux normes internationales.

AMD

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-justice-solidarité

Ministère de l'Administration du Territoire
et de la Décentralisation

.....



AGENCE NATIONALE DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES (ANAFIC)

PROJET D'APPUI A L'AGENCE NATIONALE DE FINANCEMENT
DES COLLECTIVITES LOCALES (ANAFIC)

Source de financement : CGN 1263 01 R – C2D AFD

PUBLICATION DU RESULTAT D'ATTRIBUTION DU MARCHE

1. REFERENCE MARCHE : AON N°001/PANAFIC/E/AFD/2025

2. INTITULE DU MARCHE : Acquisition des lots (Lot N°1 : kits informatiques en faveur de 21 Collectivités Locales « 14 Communes de Conakry/Gouvernorat et 7 Communes de l'intérieur du pays » et Lot N°2 : kits Solaire en faveur des 7 nouvelles communes rurales de l'intérieur du pays) pour l'utilisation du logiciel de gestion comptable et financier.

3. METHODE DE SELECTION : Appel d'Offres National (AON)

Lot N°1 : Acquisition des kits informatiques en faveur de 21 Collectivités Locales « 14 Communes de Conakry/Gouvernorat et 7 Communes de l'intérieur du pays »

SOUSSIONNAIRE RETENU			
N°	NOM DU SOUSSIONNAIRE RETENU	PRIX OFFERT PAR LE SOUSSIONNAIRE RETENU (HT-HD)	PRIX FINAL (HT-HD)
1	BONIFE MULTI SERVICES (BMS)	836 500 000 GNF	836 500 000 GNF

AUTRE(S) SOUSSIONNAIRE(S) EVALUE(S)				
N°	NOM DU (DES) SOUSSIONNAIRE(S) EVALUE(S)	PRIX LU(S) LORS DE L'OUVERTURE DES PLIS (HT-HD)	PRIX EVALUE(S) DES OFFRES (HT-HD)	RANG
1	DIAMATIC Group Technologie SARL	925 205 400 GNF	925 205 400 GNF	2 ^{ème} Moins disante
2	Entreprise BBARY Multi Services	992 180 000 GNF	992 180 000 GNF	3 ^{ème} Moins disante
3	FAMARY Industrie SARL	1 173 900 000 GNF	1 173 900 000 GNF	4 ^{ème} Moins disante
4	Ets KALLO ALY	588 280 000 GNF	1 206 919 000 GNF	5 ^{ème} Moins disante
5	DIVAC Global Services	1 607 562 500 GNF	1 553 457 600 GNF	6 ^{ème} Moins disante
6	DSK Business CENTER	2 625 906 500 GNF	2 216 060 000 GNF	7 ^{ème} Moins disante
7	AKB COPREDI	3 246 600 000 GNF	3 246 600 000 GNF	8 ^{ème} Moins disante

SOUSSIONNAIRE(S) EVALUE(S) DONT LES OFFRES ONT ETE REJETEES			
N°	NOM DU (DES) SOUSSIONNAIRE(S) NON RETENU(S)	PRIX LU(S) LORS DE L'OUVERTURE DES PLIS	MOTIF(S) DU REJET
1	Millenuim Aigle 2000	1 687 700 000 GNF	Non-conformité de la durée de validité de l'offre. Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission.
2	ENASICO	1 763 413 743 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission.
3	SITB Services	1 152 200 000 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission
4	Groupe Poreck Telecom	1 327 789 220 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission
5	BOFOULO GI	1 692 600 000 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission

LOT 2 : Acquisition des kits Solaire en faveur des 7 nouvelles communes rurales de l'intérieur du pays) pour l'utilisation du logiciel de gestion comptable et financier

SOUSSIONNAIRE RETENU			
N°	NOM DU SOUSSIONNAIRE RETENU	PRIX OFFERT PAR LE SOUSSIONNAIRE RETENU (HT-HD)	PRIX FINAL (HT-HD)
1	FAMARY Industrie SARL	781 060 000 GNF	781 060 000 GNF

AUTRE(S) SOUSSIONNAIRE(S) EVALUE(S)				
N°	NOM DU (DES) SOUSSIONNAIRE(S) EVALUE(S)	PRIX LU(S) LORS DE L'OUVERTURE DES PLIS (HT-HD)	PRIX EVALUE(S) DES OFFRES (HT-HD)	MOTIF (S)
1	Entreprise BBARY Multi Services	533 527 542 GNF	533 527 542 GNF	Qualificat ion non conforme
2	Ets KALLO ALY	1 176 539 000 GNF	584 038 000 GNF	Qualificat ion non conforme
3	BONIFE Multi Service	689 290 000 GNF	689 290 000 GNF	Qualificat ion non conforme

SOUSSIONNAIRE(S) EVALUE(S) DONT LES OFFRES ONT ETE REJETEES			
N°	NOM DU (DES) SOUSSIONNAIRE(S) NON RETENU(S)	PRIX LU(S) LORS DE L'OUVERTURE DES PLIS	MOTIF(S) DU REJET
1	SONOCIG SARLU	934 567 375 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission.
2	Millenuim Aigle 2000	2 210 344 500 GNF	Non-conformité de la durée de validité de l'offre. Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission.
3	DIAMATIC Group Technologie SARL	644 367 500 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour l'absence de l'autorisation du fabricant des équipements proposés.
4	ENASICO	447 392 050 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission.
5	Groupe Poreck Telecom	767 732 000 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission.
6	BOFOULO GI	1 115 940 000 GNF	Non Exhaustivité de l'offre pour la durée de validité de caution de garantie de soumission

Conakry, le 01 octobre 2025

Le Directeur Général de l'ANAFIC

Mr Sékou Mawa TOURE



PLAN DE PASSATION DES MARCHES AU TITRE DES EXERCICES 2025

Ministères :	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION MINISTERE DES ECONOMIES ET DES FINANCES
Autorité contractante :	AGENCE NATIONALE DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES-ANAFIC
Exercice budgétaire :	EXERCICE 2025
Ordonnateur :	DIRECTION GENERALE DE L'AGENCE NATIONALE DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES-ANAFIC
Journaux de publication de référence et site Internet :	Horoya-Journal des Appels d'Offres- www.armppguinee.org - www.anafic.gn-org
Autorité approbatrice :	DIRECTION GENERALE DU CONTRÔLE DES MARCHES PUBLICS (DGCMP)

MARCHES DE FOURNITURES ET EQUIPEMENTS

[illegible][illegible]

HOROYA - Quotidien national N°8326 du lundi 13 octobre 2025



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION DES
PROGRAMMES (UAGCP)



AVIS D'APPEL D'OFFRES N°020/2025/S/AOO/FM-GAVI/UAGCP SELECTIONT DE GARAGES POUR LES SERVICES D'ENTRETIEN ET DE REPARATION DES VEHICULES DE L'UAGCP ET DES ENTITES DE MISE EN ŒUVRE (EMO)

1. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, lance un appel d'offres national N°020/2025/S/AOO/FM-GAVI/UAGCP relatif à la sélection d'un garage pour les services d'entretien et de réparations des véhicules de l'UAGCP et des Entités de Mise en Œuvre (EMO).

2. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour ce marché constitué d'un lot unique

3. Le délai d'exécution de ce marché est un (1) an renouvelable une fois, sous condition de satisfaction du client ;

4. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics guinéens concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

5. Le DAO peut être retiré par les candidats, à partir du lundi 06 octobre 2025 au Service de Passation de Marchés de l'UAGCP, sis au 3ème étage de l'immeuble Palm résidence Camayenne, corniche nord, à côté de la clinique Ambroise paré, moyennant un paiement de cinq cent mille de francs guinéens (500.000 GNF) reparti comme suit :

- 50% dans le compte du trésor public à la Banque Centrale de la République de Guinée ;
- 30% dans le compte de l'ARMP à la Banque Centrale de la République de Guinée ;
- 20% sur le compte N° 7308051300/GNF, intitulée « **Compte opérationnel GAVI UAGCP** », ouvert à ECOBANK.

6. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations par mail **du lundi au vendredi entre 8 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes TU** auprès :

Contact Email : tenders.uagcp@gmail.com cc : mickacamara1@yahoo.fr Tel :), mmuteba@2ac.fr,

Tel RSPM : 624 07 77 77,.

Les demandes de clarifications doivent être reçues avant le **20/10/2025 à minuit**.

L'aperçu complet de toutes les questions et réponses sera adressé à tous les soumissionnaires

ayant retirés le DAO au plus tard **22/10/2025**.

7. Chaque offre doit être accompagnée d'une garantie de soumission au marché d'un montant égal à Cinq millions (5.000.000) GNF, issue d'une banque (et non d'une compagnie d'assurance ni d'une microfinance) agréée par la BCRG, libellée suivant le modèle du DAO sous

peine de rejet de l'offre.

8. Les exigences en matière de qualification sont : (Voir le dossier d'appel d'offres pour plus d'informations).

9. Le présent appel d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles

78 et 79 du Code des marchés publics.

10. Les offres vont être rédigées en langue française et devront être déposées (physiquement) **en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copie au plus tard jeudi 06/11/2025 à 11H00 GMT** à l'adresse ci-après : **sis au 3e étage de l'immeuble PALM RESIDENCE CAMAYENNE, sis sur la corniche nord de Camayenne, près de la clinique Ambroise Paré dans la commune de Dixinn.**

11. Les offres seront ouvertes le **jeudi 06/11/2025 à 11H30 GMT** en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis, à l'adresse indiquée ci-haut. **Les offres tardives seront jugées non recevables et ne seront pas ouvertes.**

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission, au plus tôt sous peine d'être éliminé.

13. La validité de la garantie de soumission DOIT ETRE de 118 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

14. Devront être inclus dans les prix et dans le montant total de l'offre présentée par le Candidat, les redevances ci-dessous à payer par le soumissionnaire retenu en cas d'attribution du marché ce :

lors de la contractualisation :

- Frais d'enregistrement du contrat au service des impôts : 1%

Lors de l'émission de chaque bon de commande

- ARMP : 0.6% de la valeur de la commande

- DGCMP : 0.3 % de la valeur de la commande

Cependant, les contrats seront enregistrés dans ces deux structures et le paiement se fera progressivement suivant les commandes.

Fait à Conakry, le 03 octobre 2025

Pour l'Autorité Contractante

Dr Timothé GUILAVOGUI

Le Coordonnateur

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ
ET DE LA PROTECTION CIVILE

DIRECTION GÉNÉRALE DE
LA POLICE NATIONALE

DIRECTION CENTRALE DE
LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

DIRECTION RÉGIONALE
DE LA POLICE DE CONAKRY

COMMISSARIAT CENTRAL
DE KALOUIM

N° 1771/MSPC/DGPN/DCSP/DRPC/CCK/25

REPUBLICQUE DE GUINEE
Travail - Justice - Solidarité

POLICE NATIONALE
DIRECTION CENTRALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
Rég. de Guinée

CERTIFICAT DE DECLARATION
DE PERTE OU DE VOL

Le Commissaire Central Adjoint de Police de Kalouim, certifie que s'est
présenté (e) devant nous ce jour : 30/09/2025
Mr ou Mme : Alkaly Camara Tel : 09 91 17 35
Né (e) le : 02/02/1975 À : Fatick Préfecture/Commune : Fatick
Fils (te) de : Abdoulaye Et de : M. Mah Youla Camara
Profession : Commerçant Nationalité : Guinéenne
Domicilié (e) au quartier : Sangoyah Commune de : Tatoto
Lequel sous son serment de foi et sous sa propre responsabilité nous
déclare avoir été volé (e) ou perdu : Le titre foncier
N° 14092/2010/TF de Conakry portant la parcelle
01 du lot 31 située à Abouya/Commune de Tombola

Le présent certificat de déclaration de perte ou de vol qui lui est délivré sur
sa propre demande ne peut en aucun cas tenir lieu des pièces déclarées
perdues ou volées.

LE COMMISSAIRE CENTRAL ADJOINT

Mr Thierno Ibrahima DIALLO
(Commissaire Divisionnaire de Police)

REPUBLICQUE DE GUINEE
Travail - Justice - Solidarité

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE
UNITÉ D'APPUI À LA GESTION ET À LA COORDINATION DES
PROGRAMMES (UAGCP)

AVIS DE REPORT N°1

SELECTION DE DEUX CONSULTANTS INDIVIDUELS POUR
L'ÉLABORATION DES PROCÉDURES DE GESTION
LOGISTIQUE DE L'ANSS (LOT 1) ET LA FORMATION DE 10
CADRES DES LABORATOIRES CENTRAUX EN BIO-
INFORMATIQUE À CONAKRY (LOT2)

REFERENCE : N°016/2025/AMI/SI/FM/UAGCP

L'Autorité Contractante porte à la connaissance du public que la date
limite de dépôt des offres relatives au marché ci-dessus référencé,
préalablement prévue le 30/09/2025 à 11h 00, est reportée au 21/10/
2025 à 11h00.

L'ouverture des plis, en séance publique, se fera à la nouvelle date « 21/
10/2025 » à 11h30 dans les locaux de l'UAGCP.

Tous les autres termes et conditions de l'avis à manifestations
d'intérêts et des termes de références demeurent inchangés. La
présente modification fait partie intégrante de l'avis à
manifestations d'intérêts.

Fait à Conakry, le 03 octobre 2025

Pour l'Autorité Contractante
Dr Timothé GUILAVOGUI
Le Coordonnateur

COSA

Un incendie dans une station-service fait des dégâts

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de vendredi 10 à samedi 11 octobre à la station-service TotalEnergies de Simbaya, située à proximité du carrefour Cosa, dans la commune de Ratoma. Le sinistre, survenu aux alentours de 3 heures du matin, a semé la panique dans le quartier.



Incendie de Cosa : d'importants dégâts matériels enregistrés. Dans la nuit de vendredi à samedi 11 octobre, un grave incendie s'est déclaré à la station TotalEnergies située à Cosa, dans la commune de Ratoma. Si les installations principales ont pu être épargnées grâce à l'intervention rapide des secours, plusieurs véhicules ont été entièrement consumés par les flammes. « Selon les informations recueillies sur place, le feu se serait déclaré aux environs de 3 h du matin. Alertés, les sapeurs-pompiers sont rapidement intervenus pour limiter les dégâts. Parmi les victimes figurent des citoyens dont le moyen de subsistance dépendait directement de leur véhicule. » Abass Diallo, chauffeur de taxi, fait partie de ceux qui ont tout perdu dans l'incendie : « J'étais couché quand on m'a appelé vers 3 h 30 pour me dire que la station avait pris feu. Je suis venu et j'ai

trouvé que tout était complètement encerclé par les agents. Je suis resté jusqu'au matin. Quand je suis rentré, j'ai constaté que ma voiture avait entièrement brûlé », a-t-il relaté. « Pour ce père de famille, la perte est immense : « C'était mon seul moyen de gagner ma vie. J'ai deux femmes et quatre enfants. C'est grâce à cette voiture que je nourrissais ma famille. Je n'ai plus aucun espoir. Mais c'est Dieu qui en a décidé ainsi. Je demande de l'aide aux autorités et à la population. » « Mamadou Bilo Bah, également touché par le sinistre, explique avoir perdu un véhicule de transport récemment récupéré à la frontière dans le cadre d'une procédure : « C'est une voiture de transport qu'on est allé chercher à Koundara, à la frontière, dimanche dernier. On avait reçu une procuration en tant qu'agents de la DPJ, car le chauffeur n'était pas honnête avec le

propriétaire. J'ai ramené la voiture mardi et je l'ai garée au service hier vers 22 h. Ce matin, je suis venu et j'ai trouvé qu'elle était complètement calcinée. » « Selon lui, les circonstances de l'incendie restent floues : « Chaque fois, on donne 5 000 GNF. J'ai demandé à celui qui était de garde hier. Il m'a dit qu'il se trouvait dans un tricycle quand il a vu de la fumée vers 3 h du matin, qu'il a crié pour alerter les gens. Il dit qu'il ne sait pas ce qui a provoqué l'incendie. » « Malgré tout, Mamadou Bilo Bah reste confiant quant à la suite de l'enquête : « Nous faisons confiance à la justice. Nul n'est au-dessus de la loi. La voiture est assurée. Ils sont en train de mener l'enquête et de faire le constat. Nous attendons les résultats. » « Pour l'heure, l'origine du sinistre reste inconnue et l'évaluation des pertes n'a pas encore été établie. »

Balla Yombouno

KOURIAH (COYAH)

Quatre membres de l'EPG grièvement blessés dans un accident de la circulation

Quatre membres du forum Ensemble Pour la Guinée sont actuellement hospitalisés à l'hôpital préfectoral de Coyah. Selon nos informations, ils ont été victimes d'un grave accident de la circulation survenu au niveau du virage de

Kouriah, aux alentours de 3 heures du matin.

Pour le moment, aucune perte en vie humaine n'est à déplorer. Toutefois, le véhicule, une Toyota 4Runner, a effectué plusieurs tonneaux et est considéré comme

irré récupérable.

Il est à rappeler que le cortège du forum Ensemble Pour la Guinée, dirigé par Dady Camara, revenait d'une tournée à l'intérieur du pays dans le cadre de la campagne référendaire.

Balla Yombouno

LUTTE CONTRE LA RAGE

La journée internationale célébrée en différée à Faranah

Dans le cadre de la préservation de la santé de sa population, le gouvernement et ses partenaires engagent une lutte sans merci pour éliminer la rage en Guinée. Dans la capitale de Sankaran, les acteurs impliqués dans cette lutte se sont retrouvés lundi 06 octobre 2025 pour célébrer la journée mondiale de la lutte contre la rage. Plusieurs allocutions ont ponctué cet événement.

Dans son intervention de circonstance, la Directrice Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage Madame Sophie Sandy a placé cette célébration dans son contexte : « Cette journée nous rappelle l'importance de l'unité, de la prévention et de l'engagement collectif dans la lutte contre cette maladie mortelle. Le thème retenu cette année par Alliance Mondiale contre la Rage est « Agissons, toi, moi, la communauté ». Ce thème nous invite à prendre conscience de notre rôle à tous dans la lutte contre la rage. Il s'agit d'un appel à l'action, une incitation à se mobiliser dès maintenant car la rage est une maladie évitable. De poursuivre : « Nous, en tant que service déconcentré, nous nous engageons à renforcer les politiques de prévention et à fournir le soutien nécessaire aux campagnes de sensibilisation



. Nous travaillons avec nos partenaires nationaux et internationaux améliorer l'accès à la vaccination, pour sensibiliser nos communautés et pour renforcer les infrastructures de santé publique afin que plus de person-

nes puissent être protégées de cette maladie. »

Au nom du Gouverneur de la Région Administrative de Faranah, le Directeur de Cabinet du gouvernement de Faranah Amara kaba s'est exprimé en

ces termes : « Citoyennes et citoyens de Faranah, élever les chiens est normal mais les protéger contre la rage à travers la vaccination est encore plus salutaire. Ainsi, l'invite est faite à tous les citoyens, à l'ensem-

ble des autorités locales en vue d'une mobilisation sans précédent de tous les animaux de compagnie (chiens, chats,) susceptibles de bénéficier des doses de vaccin qui sont abondamment disponibles pendant la campagne. Je profite de l'occasion pour remercier et féliciter les partenaires techniques et financiers mais pour rassurer les services techniques et populations de l'engagement et de soutien des autorités pour la réussite de la présente campagne. »

Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre cette maladie, la rage continue à causer plus de 59 000 décès chaque année principalement en Afrique et en Asie mais aussi dans d'autres régions du monde y compris la Guinée.

Lanciné keita correspondant à Faranah

TRAITE DES PERSONNES ET MIGRATIONS

Des journalistes formés aux techniques de traitement de l'information

Organisé par Expertise France dans le cadre du projet AMIS (Accompagnement, Mobilité, Insertion et Sensibilisation), un atelier de formation sur la migration, la traite des êtres humains, la vérification des faits et la déontologie journalistique a rassemblé une trentaine de participants, essentiellement des journalistes, blogueurs et vlogueurs.

Du 10 au 13 octobre, Thierry Leclère, formateur principal, a animé les sessions en compagnie du Commissaire Elhadj Bouya Fofana de la Haute Autorité de la Communication (HAC) et d'Aboubacar Sidiki Camara, du Comité national de lutte contre la traite et les pratiques assimilées (CNLCT-PA). Les échanges ont porté sur les enjeux liés à la traite des êtres humains et à la migration, avec un accent particulier sur la vérification des faits. L'objectif principal : renforcer les capacités des acteurs des médias tout en promouvant la protection des droits humains et la diffusion d'une information fiable, vérifiée et crédible.

Les participants à cet atelier ont bénéficié de formations pratiques, des sessions interactives et d'outils concrets pour améliorer leur traitement de l'information sur le terrain.

Lors de la cérémonie de clôture, Aboubacar Sidiki Camara a souligné : « La lutte contre la traite des personnes doit impliquer tous les acteurs. Les journalistes disposent de micro, de caméras et de plumes : ce sont des armes puissantes, à utiliser non contre l'homme, mais pour le protéger. » Il a ajouté : « Nous nous engageons, en tant que ministère et structure de coordination, à mettre en œuvre toutes les recommandations formulées lors de cette formation. »

De son côté, Nicolas Huet,

Directeur d'Expertise France, a salué l'engagement des journalistes et des institutions partenaires. Il a rappelé que « les mots, les images et les récits façonnent les représentations collectives : ils peuvent humaniser, apaiser, reconstruire... mais aussi stigmatiser ou fragiliser ». Selon lui, cette formation n'était pas un simple atelier, mais un espace de réflexion sur la responsabilité sociale du journaliste, « gardien des faits, mais pas n'importe quels faits : ceux qui sont vérifiés et documentés ».

Il a insisté sur le rôle central des médias dans la gouvernance migratoire : « Chaque reportage, chaque chronique, chaque article contribue à façonner le débat public. » M. Huet a également encouragé la création d'un réseau de journalistes partenaires pour prolonger cette dynamique, rappelant que la cérémonie de clôture « ne doit pas être une fin, mais un point de départ » pour un engagement durable en faveur d'une migration plus humaine et d'une information responsable.

De son côté, Alexandra Valli, responsable de programme à la délégation de l'Union européenne, a salué l'engagement et la rigueur des participants. Elle a estimé que l'atelier avait permis d'aller « bien au-delà de la simple transmission de connaissances », en favorisant des échanges constructifs autour de pratiques professionnelles et de



déontologie médiatique. Selon elle, la diversité des approches et la lucidité des analyses contribuent à promouvoir une information plus « humaine et éthique ».

Lors de son allocution, Mme Valli a remercié les partenaires, notamment Expertise France et ENABEL, pour leur implication dans le projet AMIS financé par l'Union européenne. Elle a encouragé les journalistes à poursuivre leurs efforts, estimant que cette formation marque « un point de départ » plutôt qu'une fin. « Vous pouvez aider à déconstruire les préjugés, prévenir les risques et redonner de l'espoir », a-t-elle déclaré.

Le Commissaire de la HAC, Elhadj Fodé Bouya Fofana, présent à la clôture, a également remercié les partenaires techniques et financiers pour la réussite de cette session. Il a félicité les participants pour leur assiduité et leur discipline tout au long des cinq jours de formation. Il les a encouragés à devenir de véritables relais dans la sensibilisation et la vulgarisation des enjeux de migration et de traite des personnes, notamment en utilisant les langues nationales pour toucher les publics analphabètes.

Au terme de l'atelier, les participants ont formulé plusieurs recommandations notamment

la création d'un réseau national de journalistes engagés sur les questions migratoires et de traite des êtres humains ; l'élargissement de la formation à d'autres journalistes, l'accompagnement des journalistes pour le traitement des sujets sensibles, le renforcement du dialogue entre médias, autorités et ONG pour un meilleur accès à l'information et une collaboration constructive.

Enfin, comme on le dit souvent, le journalisme responsable reste une arme essentielle contre la traite des êtres humains et la désinformation.

Compte rendu Amadou Kendessa Diallo



CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET AMI N°001/MTFP/CNSS/DG/PRMP

Date début : 13 octobre 2025

Date limite : 29 octobre 2025

Titre : La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) recherche une entreprise ou un cabinet pour réaliser le clonage conforme et la virtualisation de ses serveurs physiques hébergeant les applications métiers critiques.

Profil recherché

- ❖ Expertise confirmée en migration de systèmes critiques sans code source ;
- ❖ Références solides en virtualisation de serveurs Linux/Windows ;
- ❖ Maîtrise des technologies : Apache Tomcat, Grails, PHP, MySQL, VMware/Proxmox ;
- ❖ Expérience en environnements de production sensibles ;
- ❖ Disponibilité sur site pendant la durée du projet.

Durée prévisionnelle

6 à 7 semaines.

Critères de sélection sont précisés dans les termes de références (TDR) disponible auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Les sociétés ou consultants intéressés peuvent obtenir les TDRs après de Monsieur Ansoumane BANGOURA 622 941 603/ ansoumane.bangoura@cnss.gov.gn, Personne Responsable des Marchés Publics de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, du lundi au vendredi de 9h00mn à 15h00mn.

Les manifestations d'intérêt doivent parvenir au siège de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, sise au quartier Koulewondy, commune de Kaloum, Conakry en République de Guinée, au 1er étage, bureau de la PRMP du lundi au vendredi de 9h00mn à 15h00mn.

La date et l'heure limites de dépôt des manifestations d'intérêt sont fixées au 29 octobre 2025 à 10h00mn. L'ouverture des offres est prévue le même jour à 10h30mn au 5ème étage dans la salle de réunion de la CNSS.



Bakary SYLLA



AGENCE NATIONALE DE GESTION DES URGENCES ET CATASTROPHE
 HUMANITAIRE (ANGUCH)

PLAN DE PASSATION DES MARCHES

MARCHES DE FOURNITURE SANS REVUE PREALABLE DE L'ACCOMP / DEMANDE DE COTATION

Autorité contractante :	Agence Nationale de Gestion des Urgences et Catastrophes Humanitaire (ANGUCH)
Exercice budgétaire :	2023
Ordinaire :	Directeur Général ANGUCH
site internet :	HoroyaPublicateur d'Annonces PlusSouverain site web ARMPwww.anguch.gov.gh
Autorité approuvée :	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation

N°	Titulaire du projet / Marché	Montant budgétaire en JG	Type de Financement	N° AN	Méthode de passation	Prévisions et Réalisations	Délai de la mise à disposition des fonds	PHASE 1 : PHASE DE CONSULTATION				PHASE 2 : ÉVALUATION DES OFFRES				PHASE 3 : DÉMARCHES ET APPROBATION DE MARCHÉ				Date de fin des prestations
								Non Ouverture des Propos	Envoi des Propos	Envoi des Propos	Envoi des Propos	Non Ouverture des Propos	Envoi des Propos	Envoi des Propos	Envoi des Propos	Non Ouverture des Propos	Envoi des Propos	Envoi des Propos	Envoi des Propos	
1	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	1	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
2	Matériels et mobiliers de bureau	4	END	2	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
3	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	3	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
4	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	4	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
5	Fournitures informatiques	4	END	5	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
6	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	6	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
7	Matériels informatiques	4	END	7	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
8	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	8	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
9	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	9	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
10	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	10	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
11	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	11	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
12	Fournitures et petits matériels de bureau	4	END	12	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
13	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	13	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
14	Autres produits et fournitures spécifiques	4	END	14	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
15	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	15	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
16	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	16	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
17	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	17	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
18	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	18	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
19	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	19	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
20	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	20	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
21	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	21	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
22	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	22	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
23	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	23	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
24	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	23	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
25	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	23	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
26	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	23	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25
27	Depenses diverses (Achat des vivres et non vivres)	4	END	23	COTATION	Prévisions Réalisations	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25	05/06/25



**AGENCE NATIONALE DE GESTION DES URGENCES ET CATASTROPHE
HUMANITAIRE (ANGUCH)**

[illegible]



AGENCE NATIONALE DE GESTION DES URGENCES ET CATASTROPHE
 HUMANAIRE (ANGUCH)

MARCHES DE PRESTATIONS SANS REVUE PREALABLE DE L'ACGPMP / DEMANDE DE COTATION											
IDENTIFICATION DU PROJET/MARCHE			PREALABLE			PHASE 1 : PROCEDURE DE CONSULTATION			PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES		
Numéro	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget en FC	Code Budget	Type de Financement	N° MI	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Non Objection sur les TDR et la liste restreinte	Envoi Lettres d'invitation	Bon à tenir des Propositions techniques et financières	Non Objection sur rapport PT
1	Dépenses diverses (location bus)		4	BND	1	COTATION	Prévisions Réalisations	12.1 19/10/25	1.1 24/11/25	15.1 14/02/26	12.1 08/03/26
2	Nécessaire locaux		4	BND	2	COTATION	Prévisions Réalisations	15.1 08/03/26	20.1 20/10/25	10.1 10/11/25	03.1 03/12/25
3	Télécommunication		4	BND	3	COTATION	Prévisions Réalisations	15.1 08/03/26	20.1 20/10/25	10.1 10/11/25	03.1 03/12/25
4	Assistance technique		4	BND	4	COTATION	Prévisions Réalisations	23.1 23/03/26	28.1 28/03/26	18.1 18/01/26	11.1 11/05/26
5	Dépenses diverses (location bus)		4	BND	5	COTATION	Prévisions Réalisations	20.1 20/04/26	25.1 25/04/26	16.1 16/05/26	08.1 08/06/26
6	Acquisition du logiciel comptable		4	BND	6	COTATION	Prévisions Réalisations	15.1 15/10/25	20.1 20/10/25	10.1 10/11/25	03.1 03/12/25
7	Frais de réunion conférence		4	BND	7	COTATION	Prévisions Réalisations	15.1 15/10/25	20.1 20/10/25	10.1 10/11/25	03.1 03/12/25
8	Dépenses diverses (location véhicule)		4	BND	8	COTATION	Prévisions Réalisations	15.1 15/10/25	20.1 20/10/25	10.1 10/11/25	03.1 03/12/25
9	Dépenses diverses (location bus)		4	BND	9	COTATION	Prévisions Réalisations	31.1 31/05/26	05.1 05/06/26	26.1 26/06/26	03.1 03/07/26
10	Dépenses diverses (location véhicule)		4	BND	10	COTATION	Prévisions Réalisations	03.1 03/10/25	24.1 24/10/25	14.1 14/11/25	07.1 07/12/25
11	Dépenses diverses (organisation atelier)		4	BND	11	COTATION	Prévisions Réalisations	03.1 03/10/25	24.1 24/10/25	14.1 14/11/25	07.1 07/12/25
12	Dépenses diverses (location bus)		4	BND	12	COTATION	Prévisions Réalisations	05.1 05/06/26	21.1 21/06/26	18.1 18/07/26	10.1 10/08/26
Cout Total			-								

MARCHES DE FOURNITURES SANS PRE QUALIFICATION											
IDENTIFICATION DU PROJET/MARCHE			PREALABLE			PHASE 1 : PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES			PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES		
Numéro	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget en FC	Code Budget	Type de Financement	N° MI	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Non Objection sur les TDR et la liste restreinte	Envoi Lettres d'invitation	Bon à tenir des Propositions techniques et financières	Non Objection sur rapport PT
1	Adaptation des locaux		0				Prévisions Réalisations	12.1 19/10/25	1.1 24/11/25	15.1 14/02/26	12.1 08/03/26
Cout Total			-								

MARCHES DE PRESTATIONS SANS REVUE PREALABLE DE L'ACGPMP / DEMANDE DE COTATION											
IDENTIFICATION DU PROJET/MARCHE			PREALABLE			PHASE 1 : PROCEDURE DE CONSULTATION			PHASE 2 : EVALUATION DES OFFRES		
Numéro	Intitulé du Projet/Marché	Montant Budget en FC	Code Budget	Type de Financement	N° MI	Méthodes de passation	Prévisions et Réalisations	Non Objection sur les TDR et la liste restreinte	Envoi Lettres d'invitation	Bon à tenir des Propositions techniques et financières	Non Objection sur rapport PT
2	Rénovation bâtiment administratif		4	BND	2	COTATION	Prévisions Réalisations	12.1 19/10/25	1.1 24/11/25	15.1 14/02/26	12.1 08/03/26
Cout Total			-								

Liste des Signes et Abréviations

PTF : Partenaire Technique et Financier	Nature de Marché
TDR : Terme de référence	1 Construction
JMP : Journal des Marchés Publics	2 Travaux de Génie Civil
DAO : Dossier d'Appel d'Offres	3 Fourniture courante
DP : Demande de Proposition	4 Fourniture d'Équipements
CPMP : Commission de Passation des Marchés	5 Prestation Courante
ANO : Avis de Non Objection	6 Prestation Intellectuelle
CCM : Commission de Contrôle des Marchés	

Mode de Passation		
1 AO	Appel d'Offres	
2 CR	Consultation Restreinte	
3 GG	Gré à Gré (En l'absence de Directrice)	

Mode de Passation		
1 SFQC	Selection Fondée sur la Qualité - Coût	
2 CEM	Selection Fondée sur un Budget Déterminé	
3 CEM	Selection Fondée sur le Moindre Coût	

Type de Financement		
1 BND	Budget National de	
2 FINEX	Financement Extérieur	
3 CONJON	Financement Conjoint (FINEX+BND)	

ACORD-GUINEE

Bilan et perspectives d'un engagement pour la justice sociale

L'Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD-Guinée) a tenu mardi 7 octobre 2025 son Assemblée Générale Ordinaire 2025, sous le thème : « Bilan et perspectives du programme de moyens d'existence durables ». Rassemblant ses membres de Conakry et de l'intérieur du pays, cette rencontre annuelle, cruciale pour l'orientation de l'ONG, a permis de faire le point sur les réalisations de la période 2022-2024 et de tracer la feuille de route pour 2025-2026...



articulée autour de plusieurs axes/ : la promotion du dialogue multi-acteurs, le renforcement des capacités des communautés, la promotion du genre et l'accompagnement des jeunes.

« Pour les deux années à venir, l'ONG se fixe pour objectifs/ : contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations marginalisées, renforcer la cohésion sociale et la gestion des conflits, et pérenniser les acquis pour des moyens d'existence durables et équitables », a précisé le responsable.

et les communautés.

Malgré ces avancées, ACORD-Guinée reste consciente que des défis majeurs persistent/ : pression foncière croissante, impacts du changement climatique, pauvreté rurale, et faible participation des jeunes et des femmes à la gouvernance locale. Face à ces enjeux, l'ONG a réaffirmé sa stratégie/ : promotion du dialogue multi-acteurs, renforcement des capacités des communautés et des organisations professionnelles, accompagnement des dynamiques locales et nationales, promotion du genre et soutien aux jeunes.

Placée sous la présidence d'honneur de la directrice nationale de promotion et régulation des ONG au ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mme Delphine Ouendeno, l'Assemblée Générale a été saluée comme un témoignage de la bonne gouvernance et de la transparence de l'organisation.

Dans son allocution, le vice-président du Conseil d'Administration d'ACORD-Guinée, Aboubacar Pastoria Camara, a rappelé la mission fondamentale de l'organisation/ : faire cause commune avec les personnes pauvres et privées de leurs droits pour atteindre la justice sociale et le développement. Depuis sa création en 2018,

ACORD-Guinée œuvre activement sur plusieurs fronts auprès des communautés rurales, notamment/ : la gestion responsable du foncier, la promotion de l'agroécologie et des semences paysannes locales, la lutte contre les effets du changement climatique, la prévention et gestion des conflits, et la protection des droits des communautés impactées par les sociétés minières.

Selon le vice-président, l'engagement collectif a conduit à des succès notables, à savoir/ : des organisations paysannes renforcées, des pratiques agricoles durables adoptées, des espaces de dialogue communautaire créés et une meilleure prise en compte des droits dans les zones minières.

nes minières.

« Cette Assemblée Générale est un moment clé. Elle nous offre l'occasion de faire le point sur les réalisations mais surtout de réfléchir ensemble à l'avenir de nos actions au service des populations », a souligné Aboubacar Pastoria Camara.

Le responsable des programmes d'ACORD-Guinée en zone forestière a mis en lumière les difficultés rencontrées pour obtenir un accès sécurisé aux droits fonciers, notamment pour les femmes, ainsi que la rareté des financements, un défi majeur qui nécessite la diversification des partenariats.

Face à ces enjeux, ACORD-Guinée réaffirme une stratégie

Dans son discours d'ouverture, Mme Delphine Ouendeno a félicité ACORD-Guinée pour son initiative et son attachement à la gouvernance démocratique. Elle a également souligné que le gouvernement reconnaît et salue la contribution de l'ONG dans des domaines vitaux/ : promotion de l'autosuffisance alimentaire, respect des droits humains, construction de la paix, et promotion des droits des femmes et de l'égalité du genre.

Mme Ouendeno a insisté sur le rôle essentiel de la société civile, la décrivant comme la voix citoyenne, la mémoire des besoins du terrain et une force de proposition incontournable, et a assuré que le gouvernement travaille activement à améliorer le dialogue entre l'État, les ONG

C'est dans cette optique qu'elle a appelé les participants à un dialogue franc et constructif pour innover, renforcer et adapter les stratégies, l'objectif étant de bâtir des moyens d'existence durables et équitables répondant toujours mieux aux besoins des communautés guinéennes.

L'Assemblée Générale a ainsi jeté les bases d'une phase 2025-2026 ambitieuse, plaçant l'engagement de proximité, la bonne gouvernance et l'innovation au cœur de la lutte pour la justice sociale en Guinée.

Depuis sa création, ACORD-Guinée œuvre pour le développement durable des communautés rurales.

Sékouba Kourouma

YEWOLE (KINDIA)

Les classes reprennent avec enthousiasme

C'est le 6 octobre 2025 que la République de Guinée a officiellement lancé la rentrée scolaire sur toute l'étendue du territoire national. À Kindia, cette reprise s'est déroulée dans une atmosphère de mobilisation et d'engagement, notamment au Groupe Scolaire "La Lune de Sam", situé dans le quartier Yéwolé.

Dès les premières heures de la matinée, l'établissement a accueilli plus de 250 élèves, un chiffre qui témoigne de l'intérêt croissant des familles pour l'éducation, malgré les défis économiques. Le directeur de l'école, M. Soumah Mohamed Lamine, n'a pas caché sa satisfaction : « Franchement, nous sommes très contents ce matin. Recevoir 250 élèves dès le premier jour, c'est un signe fort d'engouement. »

Les cours ont démarré sans délai, avec un emploi

du temps allant de 8h à 14h. Le directeur insiste sur l'importance du respect du calendrier scolaire et appelle les parents à encourager leurs enfants à rejoindre les classes dès le premier jour, surtout ceux en classes d'examen.

Du côté des élèves, la motivation est palpable. Sylla Amadou, élève en terminale, partage son ambition : « C'est un plaisir de commencer tôt. Nous avons des objectifs, comme devenir boursiers et honorer notre école. »

Sa camarade Cissé Aissata confirme la présence des enseignants et la bonne organisation

« Tous les professeurs sont là. Même les nouveaux élèves sont déjà en classe. Ceux qui sont restés à la maison vont rater des cours importants. »

Les enseignants, à l'image de M. Bangoura Mahmoud, professeur d'histoire, insistent sur l'importance du premier jour : « C'est ici que tout commence. Même sans fournitures, il faut venir prendre les notes. L'étude,

c'est une question de mentalité. »

Cependant, tout le monde ne vit cette rentrée avec la même sérénité. Mme M'balia Camara, parente d'élève, évoque les difficultés rencontrées : « Cette rentrée est très difficile pour moi et beaucoup d'autres parents. Tous mes enfants n'ont pas pu aller à l'école à cause de la conjoncture. »

Malgré ces obstacles, la rentrée scolaire 2025-2026 à Kindia s'annonce prometteuse, portée par la détermination des élèves,

l'engagement des enseignants et le soutien des familles.

Maïmouna Bangoura

**Lire Horoya
c'est bien,
sy
abonner
c'est mieux**

CONCOURS NATIONAL DE PHOTOGRAPHIE

Un candidat décroche le jackpot de 100 millions GNF

Ils étaient 152 au départ à concourir pour le Prix spécial du Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, mis en jeu par le Ministère de la Culture et de l'artisanat à travers l'Office national du cinéma, de la vidéo et de la photographie de Guinée. À l'issue du processus de sélection, seuls 67 candidats ont été retenus pour cette édition spéciale marquant les 67 ans d'indépendance de la République de Guinée. Sur les 760 clichés déposés, 81 ont été présélectionnés selon des critères d'originalité, de créativité, de qualité technique et de pertinence.

Au cours de la cérémonie de clôture tenue mercredi 8 octobre à Conakry, le Directeur Général de l'Office national du cinéma, de la vidéo et de la photographie de Guinée, Amara Traoré, a salué le travail accompli. Il a déclaré que cette édition spéciale décline la vision de la Guinée et celle des artistes.

Lamine Sylla, Président des photographes de Guinée, s'est dit heureux de voir les acteurs qui immortalisent le temps à travers leurs objectifs. Il a affirmé que ce n'est que le début et que l'édition prochaine fera tâche d'huile. Il a remercié le chef de l'État pour son soutien, ainsi que le ministre de la Culture et de l'artisanat, Moussa Moïse Sylla, qu'il considère comme un homme engagé pour le rayonnement du secteur de la créativité.

Clôturent les interventions, le ministre Moussa Moïse Sylla a déclaré que ce concours national de photographie transforme l'image en acte de mémoire, en espace d'expression et en instrument de souveraineté culturelle. Il a souligné que cette édi-



tion a réuni 67 photographes pour raconter 67 ans d'histoire, d'émotion, de lutte, d'espérance et de dignité. Il a qualifié cette rencontre de vibrante entre l'histoire, la lumière et le regard d'un peuple sur lui-même.

Il a également évoqué l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle, affirmant que dans ce monde en mutation, le choix est de miser sur l'humain, non pour le figer dans la nostalgie, mais

pour l'affirmer au cœur de la création. Il a précisé que lorsque le numérique devient un outil maîtrisé, il cesse d'être une menace. L'intelligence artificielle, bien utilisée, peut devenir un prolongement du talent et un allié de la créativité humaine.

Le ministre a rendu hommage au Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, dont la vision inspire et éclaire les actions du

ministère. Il a rappelé que sous sa direction, la culture a retrouvé sa juste valeur et sa place au cœur du développement national. Le chef de l'État a fait de la culture et de l'éducation le deuxième pilier du programme Simando 2040, affirmant leur rôle fondamental dans la construction d'une Guinée forte, instruite, fière et unie. Il a également remercié le Premier ministre Amadou Ory Bah pour son appui constant, félicité le jury pour son travail rigoureux, et salué l'Office national du cinéma et le Fonds de développement des arts et de la culture pour l'organisation remarquable de l'événement.

Sur les 67 postulants, 62 ont reçu une enveloppe symbolique d'un million de francs guinéens. Les cinq premiers ont été récompensés de manière plus substantielle. Moussa Bangoura, cinquième, est reparti avec deux millions et un téléphone. Le quatrième a reçu trois millions, le troisième quatre millions, le deuxième cinq millions. Le grand lauréat, Aboubacar Bangoura, a remporté le Prix spécial du Prési-

dent de la République, accompagné d'un appareil photographique et d'une enveloppe de cent millions de francs guinéens.

Cette édition spéciale du concours national de photographie, dédiée aux 67 ans d'indépendance de la République de Guinée, aura été bien plus qu'un simple événement artistique. Elle aura incarné une volonté politique forte, celle de replacer la culture au cœur du développement national. Elle aura révélé des talents venus des quatre coins du pays, porteurs d'un regard authentique et puissant sur l'histoire, les paysages et les visages de la Guinée. Elle aura surtout démontré que l'image, lorsqu'elle est portée par la passion et la vision, devient un vecteur de mémoire, de fierté et d'unité. À travers cette célébration du regard, la Guinée affirme sa richesse culturelle, sa diversité créative et son engagement résolu vers un avenir où l'art et l'humain demeurent les piliers de son identité.

Amadou Mouctar Diallo et Lamine Sylla (Photos)

SPORT ELECTRONIQUE

La Fédération nationale d'e-sport de Guinée lancée

Conakry a vibré dans la nuit de ce samedi 11 octobre 2025 au rythme du numérique et de la passion vidéoludique. Dans un réceptif hôtelier de la capitale, la Fédération nationale d'e-sport de Guinée (FNEG) a été officiellement lancée, marquant un tournant historique pour le sport électronique dans le pays. Cette nouvelle structure aura pour mission de structurer, encadrer et promouvoir la pratique compétitive du jeu vidéo sur l'ensemble du territoire national.

La cérémonie, présidée par le ministre des Sports Keamou Bogola, a réuni un parterre de personnalités dont Rose Pola Pricemou, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Moussa Moïse, ministre de la Culture et de l'Artisanat, Charlotte Daffé, ministre de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables, ainsi que plusieurs partenaires locaux et internationaux.

Dans son discours inaugural, Mamadou Malian Diallo, président de la FNEG, a salué l'aboutissement d'un rêve collectif. Il a rappelé que l'e-sport en Guinée n'était autrefois qu'une passion partagée dans des quartiers et des clubs improvisés. Le succès du tournoi FIFA Champions Guinée en juin dernier a démontré que le pays regorge de talents capables de briller sur la scène africaine et mondiale. Pour lui, l'e-sport est bien plus qu'un jeu, c'est un levier d'éducation, d'inclusion et d'innovation, en parfaite cohérence avec le programme Simandou 2040.

Le président de la Fédération

nationale d'e-sport du Sénégal, Mansour Jacques Sagna, a également pris la parole pour souligner l'importance stratégique du sport électronique. Il a rappelé que l'industrie du jeu vidéo représente plus de 200 milliards de dollars à l'échelle mondiale, avec près de 3,4 milliards de joueurs. En Afrique, le secteur pèse 1400 milliards de francs CFA, porté par plus de 600 millions de gamers, dont une majorité sur mobile. Il a encouragé la Guinée à rejoindre la Confédération africaine d'e-sport électronique (CASE), qui regroupe déjà une trentaine de pays.

L'e-sport, selon lui, est un catalyseur de création d'emplois durables et qualifiés. Il génère des métiers variés allant des athlètes professionnels aux développeurs, graphistes, coaches, commentateurs et spécialistes en cybersécurité. En structurant cette fédération, la Guinée offre à sa jeunesse une alternative crédible et lucrative, contribuant à la lutte contre le chômage et l'immigration.

La ministre Rose Pola Pricemou a réaffirmé son engagement à accompagner la



FNEG dans sa mission, soulignant le rôle du numérique comme vecteur de transformation sociale. Le ministre des Sports, Keamou Bogola, a ensuite procédé au lancement officiel de la fédération, insistant sur la nécessité d'occuper sagement les jeunes dans l'univers numérique. Pour lui, l'e-sport permet de canaliser les énergies vers des activités constructives, tout en favorisant la

formation, la cohésion sociale et le développement économique.

Il a évoqué l'exemple de l'Arabie saoudite et du Rwanda, qui ont su capitaliser sur le sport électronique pour renforcer leur rayonnement sportif. Il a également souligné l'importance de démocratiser l'accès aux outils numériques, longtemps réservés aux familles aisées, afin de permettre à tous les jeunes gui-

néens de s'épanouir dans ce domaine.

La naissance de la FNEG marque ainsi le début d'une nouvelle aventure pour la Guinée, où le talent numérique devient une fierté nationale. L'e-sport s'impose comme un langage universel, un outil de transformation et un ciment de fraternité entre les nations africaines.

AMD



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité
MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
ORDRE NATIONAL DES PHARMACIENS DE GUINEE (ONPG)
Le Conseil National



AVIS D'APPEL D'OFFRES

Recrutement d'une entreprise spécialisée dans la digitalisation, pour la création d'une base de données des pharmaciens de Guinée, la production de cartes professionnelles, des attestations d'inscription et/ou de réinscription aux différentes sections de l'ONPG et tous autres documents sécurisés.

1. Contexte et Justification

Dans le cadre de la modernisation de son système de gestion et du renforcement de la traçabilité, de la transparence et de la régularisation de l'exercice pharmaceutique en République de Guinée, l'Ordre National des Pharmaciens de Guinée (ONPG) souhaite mettre en place une **base de données numérique centralisée** pour l'inscription-réinscription, la gestion, et le suivi des pharmaciens autorisés à exercer sur le territoire national.

Ce projet vise également à doter chaque pharmacien d'une **carte professionnelle sécurisée** ainsi que d'une **attestation d'inscription et/ou de réinscription** (électronique et physique), répondant aux **normes nationales et internationales de sécurité, d'authenticité et de confidentialité**.

Compte tenu du caractère sensible des **données à caractère personnel** collectées (identité, diplômes, statut professionnel, localisation, etc...), ainsi que des **informations institutionnelles internes**, une **attention particulière sera portée à la conformité aux standards en matière de protection des données**, notamment :

- L'hébergement sur des serveurs sécurisés (de préférence localisés chez l'ONPG),
- Le chiffrement des données,
- Le contrôle des accès et des niveaux d'autorisation,
- L'intégrité et la traçabilité des modifications,
- Et la possibilité d'audits de sécurité réguliers.

2. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent appel d'offres a pour objet le recrutement d'une entreprise spécialisée dans la digitalisation disposant d'une expertise technique et opérationnelle avérée dans :

- La **création et conception d'une base de données centralisée et sécurisée**, conforme aux meilleures pratiques de cybersécurité ;
- Le **développement d'une interface web et mobile** ergonomique, intuitive et sécurisée, pour l'inscription, la gestion et la mise à jour des données des pharmaciens ;

La **production de cartes professionnelles biométriques répondant aux différents marqueurs de sécurités** (intégrant photo, code unique, filigrane, Micro-textes, hologramme, QR codes, encres UV, etc...), inviolables et personnalisables ;

- La **fourniture d'attestations d'inscription et/ou de réinscription** aux différentes sections de l'ONPG **sécurisées** identique à la carte professionnelle, générées automatiquement à partir de la base de données.

- Formation des membres du bureau de l'ONPG et la mise à disposition d'un système de maintenance (serveur, logiciel, etc...).

3. Résultats attendus

La société sélectionnée devra :

- Concevoir et mettre en œuvre une **base de données robuste et sécurisée**, interopérable avec les systèmes internes de l'ONPG ;
- Développer une **plateforme numérique** (web et/ou mobile) permettant :
 - o L'inscription en ligne des pharmaciens (avec validation manuelle et automatique),
 - o La mise à jour et l'archivage sécurisé des informations,
 - o La génération automatisée d'attestations, de rapports statistiques et de listes d'adhérents,
 - o La gestion des profils utilisateurs avec différents niveaux d'accès (administrateur, agent, pharmacien, etc.) ;
- Produire des **cartes professionnelles sécurisées** répondant aux différents marqueurs de sécurités (intégrant photo, code unique, filigrane, Micro-textes, hologramme, QR codes, encres UV, etc...) ;
- Fournir des **attestations d'inscription et/ou de réinscription sécurisées** aux différentes sections de l'ONPG, à la fois sous format numérique (avec système de vérification en ligne) et physique ;
- Mettre en place des **mécanismes de protection, de sauvegarde, de récupération et d'audit des données** ;
- Assurer la **formation du personnel de l'Ordre** à l'utilisation de la plateforme, ainsi que la **maintenance technique** post-déploiement.

4. Profil recherché

Les soumissionnaires doivent :

- Être une entreprise spécialisée dans la digitalisation, légalement constituée, en règle avec l'administration Guinéenne ;
- Justifier d'une **expérience professionnelle pertinente** (au moins 3 ans) dans des projets de développement de bases de données sécurisées, de plateformes d'inscription en ligne ou de systèmes de production de documents sécurisés ;
- Présenter des **références vérifiables** (attestations de bonne fin, rapports de mission, liens de démonstration, etc.) ;

- Démontrer une **maîtrise technique avérée** dans les domaines suivants :

- o Cybersécurité et protection des données personnelles,
- o Hébergement sécurisé (cloud privé/public, redondance, sauvegarde automatique),
- o Cryptographie,
- o Systèmes de vérification d'identité,
- o Conception de cartes professionnelles et documents infalsifiables.
- Une bonne capacité financière

5. Contenu du dossier de soumission

Le dossier de soumission devra comprendre les éléments suivants :

- Une **offre technique** détaillant :
 - o La compréhension du projet,
 - o La méthodologie et les technologies proposées,
 - o L'équipe projet (CV et casier judiciaire du ou des responsables de l'entreprise),
 - o Le calendrier de mise en œuvre,
 - o Les mesures prévues pour la sécurité des données ;
- Une **offre financière** claire, chiffrée en HT et TTC (avec ventilation par phase ou lot, si applicable) ;
- Les **pièces administratives** : RCCM, NIF, Attestations fiscales et sociales, etc. ;
- Des **références techniques** ou tout document prouvant l'expertise et les réalisations antérieures.

6. Dépôt des offres

Les dossiers complets doivent être déposés **sous pli fermé**, avec la mention lisible : **«Appel d'Offres – Base de données des pharmaciens + Cartes professionnelles + Attestations d'inscription et/ou de réinscription – Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture»**, au plus tard le **23 octobre 2025 à 16H30**, à l'adresse suivante :

Ordre National des Pharmaciens de Guinée

Siège social à la minière derrière la station TOTAL

Email : conseilnationalonpg@gmail.com

Téléphone : (+224) 622 659 793 / 628 790 010 / 622 248 642

7. Évaluation et sélection

Les offres seront évaluées selon les critères ci-dessous

Critères	Points
Pertinence et qualité de l'offre technique	40
Expérience et références du prestataire	20
Compétence et profil de l'équipe proposée	10
Conformité et compétitivité de l'offre financière	30

8. Renseignements complémentaires

Pour toutes informations supplémentaires ou demande de clarification, veuillez contacter :

Ordre National des Pharmaciens de Guinée Email : conseilnationalonpg@gmail.com

Téléphone : (+224) 622 659 793 / 628 790 010 / 622 248 642

**Le Président de la Commission de
Recrutement**

Dr CONDE Mamadou Secrétaire
Général du Conseil de Section A de
l'Ordre National des Pharmaciens
de Guinée.

Fait à Conakry, le 14 octobre 2025



Dr YOULA Yamoussa
PharmD MPH MSc Ph.D Cand
Président du Conseil National de
l'Ordre des Pharmaciens de Guinée.